

TOUS aux urnes !

SPÉCIAL



PRIMAIRES
CITOYENNES

22 - 29 JANVIER 2017



© Mathieu Delmeestre

7530 bureaux de vote seront répartis sur tout le territoire métropolitain et dans les Outre-mer afin de permettre à tous les électeurs qui le souhaitent de voter aux primaires citoyennes les dimanches 22 et 29 janvier. Dans la dernière phase d'organisation du vote, « *il nous reste désormais à nous assurer que chaque bureau de vote dispose de l'équipe nécessaire pour ouvrir* », rappelle Christophe Borgel, très confiant au vue du nombre de volontaires inscrits sur le site. « *Nous attendons entre 35 et 40 000 volontaires* », précise le président du Comité national d'organisation des primaires citoyennes (CNOP).

Tous les électeurs inscrits sur les listes électorales au 31 décembre 2016 peuvent aller voter (avec un récépissé de la mairie et une carte d'identité pour les inscrits de l'année 2016), en s'acquittant d'un euro par tour pour participer aux frais d'organisation, que Christophe Borgel estime à 3,5 millions d'euros.

Les adhérents étrangers des partis co-organisateurs et de leurs organisations jeunesse, les adhérents mineurs de plus de 16 ans et les personnes dont la majorité intervient entre le 1^{er} janvier 2016 et le 22 avril 2017 pourront également voter s'ils se sont préinscrits au préalable.

Les électeurs peuvent trouver leur bureau de vote sur le site www.lesprimairescitoyennes.fr grâce au dispositif de géolocalisation. Il suffit de renseigner son adresse et son code postal, ou son numéro de bureau de vote républicain pour trouver son bureau de vote des primaires citoyennes. Un numéro spécial est mis en place dès le lundi 16 janvier pour aider les électeurs à trouver les bureaux de vote : 01 86 65 20 17 (service gratuit ouvert tous les jours de 9h à 20h).

TOUT SAVOIR sur lesprimairescitoyennes.fr



NOUS AVONS DIT «AU REVOIR» À MÁRIO SOARES

vivait pas les soubresauts du monde en direct sur les réseaux sociaux, mais les réseaux humains étaient très forts car le combat pour la démocratie, la liberté de dire «non» était une question de vie ou de mort tout simplement. En Espagne ou au Portugal, à deux heures de Paris où beaucoup de familles partaient en vacances parce que ça ne coûtait pas cher...

Comme s'en souviennent ses étudiants en portugais de l'université de Vincennes, un jour il cessa de venir donner ses cours et quelques jours plus tard, on le vit à la tête de son pays.

La révolution des Œillets pouvait soit déboucher sur une solution communiste ou une voie socialiste démocratique. Le bras de fer avec Álvaro Cunhal, le solide chef du PCP fut rude, mais Soares – qui avait été communiste dans sa jeunesse, voyait clairement qu'à l'image du programme commun de gouvernement en France et du SPD de Willy Brandt qui s'affirmait tout en parlant avec l'Est, le Portugal ne pouvait passer d'une dictature réactionnaire à une aventure communiste.

En 1976, Mitterrand vint célébrer l'entrée du PS portugais dans l'Internationale socialiste, initiative qu'il avait soutenue avec Yitzhak Rabin, Harold Wilson, Olof Palme, Bettino Craxi et bien sûr Willy Brandt. Soares allait devenir une des grandes voix du mouvement socialiste dans le monde.

D'abord par son rôle important dans la décolonisation : Cap Vert, Mozambique, Guinée Bissau, São Tome ou encore l'Angola tournèrent la page de sales guerres coloniales devant parfois affronter de longues guerres civiles.

Soares milita ardemment et avec succès pour l'entrée de son pays dans le marché commun. Mais s'il aimait l'Europe, il dénonça autant l'Europe et va-t'en-guerre de Barroso dans le bourbier irakien que l'Europe austéritaire qui saigna son pays.

Avec lui, c'est un des derniers hommes politiques européens qui lutta contre la dictature dans son pays pour y établir la démocratie qui s'en va. Ce temps où la démocratie n'était pas une normalité pour l'ensemble du continent n'est pas si loin.

Nous ne sommes plus dans un temps où la droite, battue dans les urnes, garderait le pouvoir grâce aux armes, mais n'oublions jamais que pour les conservateurs, la droite fait corps avec le pouvoir et que lorsque la gauche gouverne c'est « *par effraction* ». La droite, les néo-libéraux, la bourgeoisie, les classes possédantes cherchent toujours à prendre leur revanche quand les luttes leur arrachent de nouveaux droits pour les travailleurs et de nouvelles libertés pour les citoyens.

Dans un moment où la droite est plus conservatrice que jamais et où l'amnésie se répand, le devoir de tout socialiste est de garder en mémoire les combats de Mário Soares, un républicain laïc et de continuer à les mener partout où c'est nécessaire pour que la gauche dans l'unité fasse reculer toutes les injustices.

En mémoire de notre camarade, un Livre d'Or est disponible au siège du Parti socialiste à Paris.

Par Pierre Kanuty

L hommage national du Portugal à Mário Soares fut de grande ampleur. En présence de l'ensemble de la classe politique portugaise, de plusieurs dirigeants de gauche dont ses amis Felipe Gonzalez, Piero Fassino et Lionel Jospin – mais aussi Martin Schulz, Harlem Désir et Christine Pires Beune. De l'USFP du Maroc, du MPLA angolais et de milliers de citoyens et de militants socialistes.

En disant au revoir à Mário Soares, le Portugal tourne une page. Comme l'a écrit Jean-Christophe Cambadélis à António Costa, le leader du PS et Premier ministre, c'est une bonne chose que le vieux lutteur ait pu voir de ses yeux un gouvernement socialiste soutenu par toute la gauche et les écologistes. Une expérience unique en Europe...

La France fut une seconde patrie pour Soares. En exil, il enseigna dans notre pays. Il assista au congrès d'Épinay du début à la fin et il fut marqué durablement par François Mitterrand dont il devint un ami très proche, lui rendant visite quelques jours avant sa mort en 1996. C'est à Toulouse que Soares rencontra pour la première fois Felipe Gonzalez, en 1972.

Le PS français accueillait alors les camarades en exil, chiliens, grecs, espagnols ou portugais. Soutien logistique, militant, durant ces années de plomb, on ne

NOUS N'OUBLIONS PAS

Il y a deux ans, l'année 2015 débutait par les attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Casher. En trois jours, les 7, 8 et 9 janvier, 17 personnes perdent la vie lors de l'épopée sanglante des frères Kouachi et d'Amedy Coulibaly. Deux ans après, la France a été endeuillée à plusieurs reprises par des attentats.

Toujours engagée à lutter contre le terrorisme islamiste partout dans le monde, la France est en première ligne, comme l'a rappelé le Président de la République lors d'un déplacement en Irak début janvier. « *Cette bataille sera longue; elle sera victorieuse* » a-t-il affirmé. Il était venu exprimer au Premier ministre irakien « *notre solidarité entière, notre soutien effectif, efficace, notre participation à cette action contre Daesh et notre confiance dans la victoire car nous allons gagner la guerre contre le terrorisme.* »



Depuis son engagement dans la coalition internationale en septembre 2014, la France a réalisé plus de 5 700 sorties aériennes, 1 000 frappes et détruit plus de 1 700 objectifs en Irak ou en Syrie.

OÙ TROUVER VOTRE BUREAU DE VOTE?

www.lesprimairescitoyennes.fr/ou-voter



**PRIMAIRES
CITOYENNES**

22 - 29 JANVIER 2017

Partout en France,
des milliers de bureaux de vote
près de chez vous.



© D.R.

MANUEL VALLS POUR UNE SOCIÉTÉ DU TRAVAIL



Depuis plus de trente ans, nous vivons avec un chômage de masse dont notre pays n'arrive pas à se défaire. Il fait tant de dégâts parmi notre jeunesse qui peine à entrer sur le marché du travail, nos seniors qui ne parviennent plus à retrouver un emploi, toutes ces familles qui vivent dans l'angoisse du lendemain.

Je veux redonner confiance à mes concitoyens en allant vers une société du travail : une société qui crée des emplois, toujours plus d'emplois, une société aussi qui rémunère mieux le travail.

Une société qui crée des emplois, c'est une société où – après avoir agi pour la compétitivité de nos entreprises, après avoir amorcé la baisse du chômage – nous miserons sur la qualité des produits et services français. Je veux un État stratège qui soit au service de l'innovation, qui cible ses aides sur les secteurs d'avenir – le numérique, la transition énergétique –, qui investisse massivement dans la recherche pour que nous soyons toujours à la pointe. Qui accompagne aussi l'émergence de nouveaux métiers. Chaque Français doit pouvoir accéder à au moins une nouvelle qualification tous les dix ans.

Nos compatriotes ont cette capacité, ce talent, cette envie de réussir... Il faut encourager cet élan, accompagner ceux qui prennent des initiatives, des risques, faire de la France un pays d'entrepreneurs. Je propose ainsi que tout créateur d'entreprise ait droit à un prêt de l'État à taux zéro, sans

remboursement les premières années. Je veux également soutenir nos PME en leur réservant une part de nos marchés publics, faire du développement de nos start-ups une priorité stratégique de la Banque publique d'investissement.

Et parce que nos entreprises ont besoin de stabilité, de visibilité, parce qu'elles ne peuvent pas prendre de décision les engageant sur le long terme – un investissement, une embauche – si les règles changent tout le temps, nous définirons dès le début du quinquennat les grandes orientations fiscales pour les cinq années à venir.

Une société du travail, c'est enfin une société où ceux qui travaillent dur s'en sortent mieux. Je veux poursuivre la baisse d'impôt sur le revenu pour les classes moyennes et populaires. Je veux également revaloriser la prime d'activité, que nous avons créée et qui complète le salaire de ceux gagnant moins de 1500 euros par mois. Je veux enfin, maintenant que nous avons retrouvé des marges de manœuvre budgétaires, défiscaliser les heures supplémentaires, c'est-à-dire augmenter directement le salaire net des travailleurs en exemptant ces heures de cotisations sociales, et ne pas les soumettre à l'impôt sur le revenu.

Voilà la société du travail que je veux porter : une société qui crée des opportunités autant qu'elle encourage, qui libère l'audace, l'inventivité et l'énergie de tous... qui permet en un mot aux Français de reprendre leur destin en main.



SYLVIA PINEL

POUR UNE ÉCONOMIE DE CONFIANCE



Redresser l'économie de la France, pour assurer l'emploi et garantir la protection sociale, exige à la fois **l'ambition, le sens du réel et celui du possible.**

Je me garderai donc de proposer un modèle d'allocation des revenus qui peut être idéal, mais qui n'est pas dans les moyens de la France d'aujourd'hui. Ou un plan d'investissements publics à la « Marshall », mais qui ne répond pas à la vraie question, qui est celle des capacités d'investir de nos entreprises.

Notre économie, comme celle de la planète entière, repose sur l'entreprise. C'est l'entreprise qu'il faut donc, en France, renforcer pour assurer l'investissement, la croissance et l'emploi et la redistribution.

La renforcer en la débarrassant de charges qu'elle n'a pas à supporter, en particulier celle de la politique familiale. En modernisant l'imposition des sociétés, de manière à éliminer les pratiques de délocalisation pour des raisons fiscales, et à assurer la taxation en France des bénéficiaires des géants étrangers de l'économie numérique. En apportant un soutien spécifique à nos Très Petites Entreprises, qui assurent l'emploi, l'animation des territoires, et la transmission des savoir-faire. Sans bouleverser nos équilibres budgétaires,

aggraver la fiscalité des ménages ou reporter une dette alourdie sur les générations futures.

Mais il ne faut pas seulement renforcer l'entreprise. **Il faut aussi la réformer.** Car elle ne doit pas être la seule affaire des apporteurs de capitaux. **Elle doit être vue, il est temps, comme une communauté d'acteurs, où les salariés doivent prendre toute leur part.** Dans la gestion des grandes entreprises, où leur place dans les conseils d'administration doit être considérablement renforcée. Dans la répartition des profits de l'entreprise. Il faudra en particulier rendre obligatoire une clause d'intéressement aux bénéficiaires dans tout accord d'entreprise par lequel, au vu de difficultés conjoncturelles, seraient demandés aux salariés des efforts particuliers en matière de temps de travail ou de rémunération.

La participation digne et responsable du salarié à la vie de l'entreprise est par ailleurs incompatible avec l'emploi précaire. Les entreprises doivent être incitées à favoriser l'emploi durable. Je le propose à travers un crédit d'impôt CDI.

Mon projet, ainsi, c'est celui d'une économie fondée sur la confiance. Confiance de l'État dans l'entreprise. **Confiance de l'entreprise dans tous ses acteurs, et d'abord dans ses salariés.**



VINCENT PEILLON



Chers compatriotes,

Dans quelques jours, l'investiture du nouveau président des États-Unis ouvrira une nouvelle page de l'Histoire. Nous sommes restés impuissants face à l'annexion de la Crimée, face à la guerre en Ukraine, face au massacre de centaines de milliers de civils au Moyen-Orient... L'évidence est devant nous : **il faut un sursaut européen.**

La situation actuelle est le résultat d'années de résignation et d'inertie au cours desquelles les responsables politiques de tous bords, y compris au sein de notre propre famille politique, ont renoncé à faire l'Europe. L'année 2016 a vu l'Union européenne se déchirer face à la crise des réfugiés. Certains, parmi les dirigeants de notre pays, ont préféré faire des reproches à ceux de nos voisins qui ont assumé une véritable politique d'asile, alors qu'ils auraient dû y voir un exemple.

2017 nous place devant une alternative claire : défaire l'Europe ou la reconstruire. **Je fais le choix d'une gauche internationaliste et européenne.** Celle qui est au cœur de notre famille politique, de nos valeurs et de notre histoire.

Je fais le choix de relancer l'Europe avec un moteur franco-allemand pour construire ensemble un **new deal européen.**

Il s'agit de respecter nos engagements, à travers une stratégie de finances publiques claire pour, simultanément, exiger des plans d'investissement en Europe pour l'emploi, l'école, la recherche, la transition écologique. C'est par l'Europe que nous pourrions construire un nouveau mode de développement, de consommation, de production qui préserve notre planète, ses ressources et la santé des générations qui viennent.

Avec l'Europe, faisons ensemble le choix de plus de prospérité, de solidarité, de puissance sur la scène internationale, et aussi de sécurité à l'intérieur de nos frontières. Mais se protéger, ce n'est pas s'enfermer, se replier. Se protéger, c'est assumer ce que l'on est avec maîtrise et responsabilité. C'est ce que nous ferons en mettant en place un corridor humanitaire entre l'Europe et les pays voisins de la Syrie. Nous construirons aussi une politique étrangère et de sécurité commune, en créant un corps européen de garde-frontières et en renforçant la lutte contre les réseaux criminels de passeurs.

Après des décennies de paix, n'oublions pas que l'histoire est tragique. Ne dansons pas au bord du précipice comme des somnambules. Plus tard, il sera trop tard. Si l'Europe se défait, la France se défera aussi. Ensemble, relançons la France avec l'Europe !



© D.R.

FRANÇOIS DE RUGY



Madame, Monsieur,

Au-delà des militants du Parti socialiste, c'est à l'ensemble des femmes et des hommes de progrès que je souhaite m'adresser. À celles et ceux qui auront à cœur, en participant à la primaire du rassemblement, de désigner un candidat capable de se hisser au deuxième tour de l'élection présidentielle.

Cela ne sera pas facile : le délitement progressif de notre majorité de 2012, les stratégies individuelles, mais aussi parfois des aveuglements partisans risquent de mener à une auto-élimination de la gauche, et à un duel entre Marine Le Pen, candidate d'une régression historique et François Fillon, candidat conservateur voire réactionnaire.

Face à ce risque, il nous faut tout à la fois rassembler et profondément rénover.

Rassembler, c'est mobiliser les citoyens en sortant des querelles internes aux partis : la primaire n'est pas un congrès à ciel ouvert.

Et rénover, c'est être capable de dire les réussites et les insuffisances d'un quinquennat auquel chacun des candidats à la primaire a pris part. Refusons l'excès et la caricature que pratiquent ceux qui prétendent aujourd'hui

qu'il n'y a rien de défendable dans le bilan de François Hollande. J'assume avec force la réussite de la COP21, la loi de transition énergétique, la loi sur la biodiversité, le sauvetage financier de la sécurité sociale réalisé sans austérité, le mariage pour tous, les nouveaux droits des salariés au travers du compte pénibilité, le départ à la retraite dès 60 ans pour celles et ceux qui avaient commencé leur vie professionnelle tôt, le compte individuel de formation.

Mais ne passons pas sous silence l'absence d'audace qui a caractérisé trop de décisions, ou plutôt de demi-décisions, l'insatisfaction de réformes sociétales menées à moitié, de choix économiques contradictoires, de choix repoussés à plus tard quand il fallait trancher.

De tout cela, nous devons tirer les leçons, pour fixer un cap.

Je vous propose le cap d'une social-écologie constructive, un projet fort de 66 propositions claires, réalistes et innovantes, que vous pouvez retrouver sur mon site internet de campagne.

Je ne vous demande pas de devenir écologistes, pas plus que je ne deviens socialiste. Je vous appelle simplement à comparer les projets, et à vous exprimer comme le feront les Français lors de l'élection présidentielle : librement. Votre vote façonnera le projet présidentiel de la gauche.



© D.R.

ARNAUD MONTEBOURG



Mes cher-e-s camarades,

Vous le savez, j'ai souhaité contribuer et m'engager pour faire entendre ma voix et mes propositions dans le cadre des Primaires citoyennes. J'ai voulu une candidature de rassemblement de toutes les gauches.

Face au candidat d'une droite ultra-libérale et à son discours de casse sociale, la France n'a pas besoin d'un énième candidat social-libéral. Je défends au contraire un projet volontariste ancré dans le quotidien des Français, au cœur de ce qui nous anime collectivement : les valeurs de la République, le progrès, le travail, l'entreprise, la préservation de notre modèle social, l'écologie et la protection contre une mondialisation de plus en plus inégalitaire.

Ce Projet France est résolument moderne et tourné vers l'avenir. Il est fondé sur une aspiration profonde au renouvellement d'un système politique à bout de souffle.

Mère de toutes les batailles, j'ai mis au cœur de mes priorités la question économique et la lutte contre le chômage de masse. Mon programme de redécollage de l'économie française et de transformation sociale veut libérer les Français de l'austérité aveugle, abroger la loi travail et lancer un grand plan de relance pour soutenir la croissance. Je veux améliorer le pouvoir d'achat par une baisse de la

CSG pour les classes moyennes et populaires. La politique ambitieuse du Made in France devra être érigée en grande cause nationale. L'Europe est mon autre cheval de bataille. Elle doit nous protéger des excès de la mondialisation. C'est pourquoi, je demanderai un mandat clair aux Français pour renégocier un nouveau Traité européen plus démocratique. Dans le même sens, la directive sur les travailleurs détachés devra être suspendue. Enfin, une nouvelle République est indispensable : suppression de l'art. 49.3 pour en finir avec le coup de force permanent ; instauration du tirage au sort pour 100 citoyens au Sénat ; mise en place d'un septennat non renouvelable.

Vous pouvez retrouver l'ensemble de mes propositions sur mon site :

<http://www.arnaudmontebourg-2017.fr/propositions/>

Pour rejoindre et devenir volontaire de la primaire :

<http://www.arnaudmontebourg-2017.fr/volontaire/>

Dans mon agenda de campagne, ne manquez pas notamment mon grand meeting à Paris le 18 janvier :

<https://www.facebook.com/events/1859839970940167/>

Les 22 et 29 janvier prochains, je sollicite votre confiance pour imaginer ensemble un avenir meilleur pour notre pays. Venez voter à la Primaire et donnons-nous ensemble la force de rassembler la gauche et faire gagner la France.



© D.R.

BENOÎT HAMON



Nous vivons dans une démocratie intermittente, peuplée de citoyens devenus inaudibles. Les Français peuvent choisir leurs représentants mais sont complètement écartés de la façon dont se prennent les décisions dans l'intervalle entre deux élections. Le constat est amer : les partis politiques sont de plus en plus désertés, les citoyens croient de moins en moins en la capacité des dirigeants à changer les choses, et le pouvoir politique est de plus en plus atrophié au profit des pouvoirs financiers et économiques. Face à cette atonie démocratique, il nous appartient de redynamiser la société et de redonner du pouvoir aux citoyennes et aux citoyens afin qu'ils soient au cœur des décisions qui engagent notre destin collectif.

C'est pourquoi, si je suis élu Président de la République, je soumettrai aux Français **trois référendums** dès le second tour des élections législatives.

Premièrement sur la **reconnaissance du vote blanc** comme geste civique, afin de tenir compte de toutes les voix, y compris celles qui ne se reconnaissent pas dans l'offre politique existante. Si le vote blanc est majoritaire à l'issue d'un scrutin, l'élection devra être annulée et un nouveau scrutin programmé. Comme c'est déjà le cas en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas ou au Danemark, je souhaite par ailleurs accorder le **droit de vote aux étrangers** aux élections locales afin qu'ils puissent pleinement s'insérer dans notre vie démocratique et sociale. Si ces deux principes sont validés par référendum, ils seront appliqués dès les élections qui suivront.

Enfin, je proposerai également par référendum l'inscription dans la Constitution d'**un 49-3 citoyen**. C'est-à-dire la possibilité concrète pour les électeurs de suspendre l'application d'une loi adoptée par le Parlement, jusqu'à un an après sa promulgation, et d'obliger le Parlement à la soumettre à référendum, dès lors que 450.000 électeurs, c'est-à-dire 1% du corps électoral, signent une pétition encadrée par la loi. La mise en place de ce 49-3 citoyen donnera également l'opportunité d'organiser un référendum d'initiative populaire. Il permettra aux citoyens de faire irruption dans les processus politiques, et empêchera à l'avenir un Président de la République ou une majorité de faire le contraire de ce qu'ils avaient promis.

Pour aller encore plus loin, je proposerai dès l'automne 2017, la création d'**une grande conférence citoyenne**, constituée de citoyens tirés au sort. Comme cela a pu être le cas en Irlande, en Islande ou en Estonie, cette conférence citoyenne sera chargée de l'élaboration partagée avec les parlementaires du régime institutionnel de la **6^{ème} République**, autour d'orientations fortes : renforcement de l'action du Parlement et équilibre des pouvoirs avec le gouvernement, limitation du mandat des élus dans le temps, instauration d'un quota de députés élus à la proportionnelle, mandat présidentiel unique, etc.

Ce processus inédit répond à la volonté de mettre fin à la démocratie intermittente et de redonner toute la place qui revient au peuple français, seul et unique souverain.



© D.R.

JEAN-LUC BENNAHMIA

LE SENS DE MON ENGAGEMENT



Le monde connaît un bouleversement durable. Après une crise majeure, séculaire, comme 2008, l'émergence de nouvelles grandes puissances, comme la Chine ou l'Inde, déstabilise le monde, et inquiète nos sociétés. L'inquiétude des peuples conduit à l'arrivée au pouvoir en Europe centrale et orientale de dirigeants d'extrême-droite, dont la politique, marquée par la xénophobie et l'autoritarisme, rappelle les gouvernants des années 1930, dans ces régions. Les États-Unis d'Amérique ont choisi, eux-mêmes, de se donner un président dont la campagne fut populiste et démagogue, ce qui peut inquiéter le monde, au regard de la puissance de ce pays.

En France, nous voyons cette même montée populiste, autour du Front national, qui vient d'une extrême droite dure, même s'il a policé son discours. Mais nous voyons aussi le durcissement de la société. Pas seulement depuis les attentats sanglants du prétendu « État islamique », chaque débat, chaque conflit social, conduit le discours et parfois les actes à une montée aux extrêmes.

Devant une telle situation, rester indifférent n'est pas possible. **Nous sommes dans un de ces moments où se joue, pour longtemps, notre avenir collectif.**

Ce moment est celui de l'Engagement, du devoir pour les responsables politiques de proposer au pays, une voie pour sortir de la Dépression nationale qui est celle de la France. Cette dépression qui pousse tant à se jeter dans les bras des charlatans démagogues. Cette dépression qui pousse la gauche, à se diviser, à se recroqueviller, les uns sur les recettes du passé, d'autres sur une adaptation au néolibéralisme financier qui organise depuis la chute du Mur de Berlin une « contre-révolution de velours », pour reprendre aux catégories populaires, ce qu'elles voient comme les acquis du XX^e siècle.

Le moment est venu pour moi de prendre mes responsabilités et de m'engager dans cette bataille politique des primaires, pour incarner un autre chemin que celui que dessinent les responsables et les forces qui dominent le jeu politique.

Je ne suis pas là pour dénoncer, sans rien proposer, je suis là pour engager l'avenir. Avec votre soutien, avec votre action.

Je vous propose d'être collectivement à la hauteur de notre modèle républicain et social, pour faire face avec succès, à la mondialisation, à la numérisation, par la mise en place d'une série de mesures qui vont révolutionner notre vie quotidienne, et dynamiser notre économie.

JE VOTE!

PRIMAIRES CITOYENNES
22 - 29 JANVIER 2017

Vous pensez que le projet de François Fillon est ultra-libéral et réactionnaire. Vous êtes attaché(e) au progrès social, à l'égalité, aux valeurs de la gauche.

Vous voulez une gauche qui se rassemble pour porter ces valeurs et donner un avenir progressiste à la France.

ALORS VOUS DISPOSEZ D'UNE ARME ESSENTIELLE, LES PRIMAIRES CITOYENNES.



OÙ VOTER ?

- ▶ **Partout en France**, des milliers de bureaux de vote offriront la possibilité à chaque citoyenne et citoyen qui le souhaite de pouvoir voter à proximité de son domicile.

POUR TROUVER VOTRE BUREAU DE VOTE DES PRIMAIRES CITOYENNES

Rendez-vous sur le site www.lesprimairescitoyennes.fr ou en appelant le 01 86 65 20 17 (service ouvert tous les jours de 9h à 20h).



COMMENT ÇA MARCHE ?

- ▶ **Les Primaires citoyennes :**
 - ▶ visent à **désigner le ou la candidat(e)** de la gauche et des écologistes pour l'élection présidentielle de 2017.
 - ▶ se dérouleront **les dimanches 22 et 29 janvier 2017**.
 - ▶ **de 9h à 19h** en France Métropolitaine – (Pour l'étranger et les Outre-Mer, consultez www.lesprimairescitoyennes.fr).
 - ▶ sont **co-organisées par les acteurs de la Belle Alliance Populaire** (Parti socialiste, Union des Démocrates et des Écologistes, Front démocrate, Le Parti Écologiste, Le parti Radical de Gauche et Génération Écologie).
 - ▶ sont **ouvertes à toutes les citoyennes et tous les citoyens** qui souhaitent le rassemblement des progressistes et faire barrage à la droite et l'extrême droite.



POUR VOTER, IL FAUT

- ▶ être inscrit sur les listes électorales de la République au plus tard le 31 décembre 2016 ou s'être préalablement inscrit si l'on est adhérent à l'un des partis organisateurs ou à leurs organisations de jeunesse.
- ▶ signer la charte d'engagement sur les valeurs de la gauche et des écologistes.
- ▶ s'acquitter d'1 euro par tour pour participer aux frais d'organisation des Primaires citoyennes.



PRIMAIRES CITOYENNES

22 - 29 JANVIER 2017

VOTEZ!

LES DIMANCHES 22 ET 29 JANVIER 2017

C'EST **VOUS**
QUI DÉCIDEZ!

démocrates
radicales
écologistes
socialistes
citoyennes



COMMENT TROUVER SON BUREAU DE VOTE

- ▶ sur www.lesprimairescitoyennes.fr
- ▶ À partir du lundi 16 janvier 2017 en appelant le 01 86 65 20 17 (service ouvert tous les jours de 9h à 20h)



DATES À RETENIR

- ▶ Jeudi 12 janvier 2017 ▶ Débat télévisé à 21h
TF1/RTL/L'Obs/LCI/Public Sénat
- ▶ Dimanche 15 janvier 2017 ▶ Débat télévisé à 18h - BFMTV/I-Télé/RMC
- ▶ Jeudi 19 janvier 2017 ▶ Débat télévisé à 21h - France 2/Europe 1/LCP
- ▶ **Dimanche 22 janvier 2017** ▶ **1^{er} tour des primaires citoyennes**
- ▶ Mercredi 25 janvier 2017 ▶ Débat télévisé à 21h - TF1/France 2/France Inter
- ▶ **Dimanche 29 janvier 2017** ▶ **2nd tour des primaires citoyennes**